

Environnementalisme civique, perspectives d'action

Nathalie Blanc
Directrice de recherche au CNRS
Directrice du Laboratoire LADYSS (Paris 1-7-8-10)

Démocraties

- ♦ L'environnementalisme civique est avant tout le produit de la démocratie américaine, pour laquelle l'engagement individuel vis-à-vis de sa communauté (qu'elle soit ethnique, culturelle, religieuse, de quartier ou de bassin versant) est fondamental et peut contribuer à ancrer localement le développement durable (Agyeman et Angus, 2003).
- ♦ Certains modes opératoires s'exporteront en Europe avec le développement durable et ses acteurs (ICLEI, par exemple ; Déclaration de Rio, 1992 ; Convention d'Aarhus, 1998).

Participation

- ♦ La participation urbaine est un des points d'appui du renouvellement des modes de production de la ville (Bacqué, Gauthier, 2011 ; Deelstra et Yanitzky, 1991), de la gouvernance urbaine (John, 2004).
- ♦ Née d'un mouvement de contestation de l'urbanisme moderne et de la planification rationnelle dans les années 1970, la participation urbaine connaît des développements qui tiennent à ce qu'elle apparaît comme un impératif de l'action publique dans les grands projets d'aménagement (TGV, ligne THT, etc.) qui se heurtent à une opposition grandissante. En dépit d'expérimentations en ce sens, la boîte noire du projet reste le plus souvent aux mains du concepteur et la décision politique dans celles des pouvoirs publics.
- ♦ Les travaux de bilan réalisés sur la démocratie environnementale (Barbier, Larrue, 2011) mettent en avant le peu d'efficacité des procédures participatives, en termes de partage de l'information et de la décision.

Action directe

- ♦ Une orientation de l'engagement politique vers l'action « directe », non médiatisée par des institutions ou des partis, qui exprime d'abord une crise de confiance dans le pouvoir des mots et des idées à transformer la réalité.
- ♦ L'environnement comme problématique sociale et politique et comme cadre de vie constitue désormais un axe de reconfiguration de l'engagement solidaire (Thévenot, 2006).
- ♦ Ne plus parler mais faire, telle est la devise, l'urgence, des nouveaux militants, qui se constituent selon Jacques Ion « par et dans l'action, et non plus par une adhésion idéologique, syndicale ou politique » (Ion, 2005, p 4).

Espaces naturels-urbains

- ♦ L'intervention ou la prise en charge des espaces urbains à caractère naturels représente un lieu privilégié d'exploration de l'environnementalisme civique, et des nouvelles appropriations de l'espace public (Baudry, 2012).



Figure 2 : Carte des jardins en Ile-de-France (<http://jardinsons-ensemble.org/spip.php?rubrique10#2014-01-28>)

Des initiatives de collecte aussi exhaustive que possible des données sur les actions et collectifs existants ont été engagées par des associations (Graine de Jardin, Guerilla gardening) et/ou des institutions (collectivités publiques et programmes de recherche tels l'ANR JASSUR). Elles visent à constituer des bases de données, plus ou moins partagées : c'est le cas en Ile-de-France (BD Espaces Verts de la Région Ile-de-France et de la Direction des espaces verts et de l'environnement de Paris) et à la communauté urbaine de Strasbourg (SIG) ou à New York. Elles s'accompagnent du développement de cartographies citoyennes ou institutionnelles (cf. fig. 2). Mais, à notre connaissance, ces cartographies restent sommaires : il s'agit généralement de la spatialisation des localisations des espaces cultivés ou des sièges d'associations. Echappent à la représentation les échanges (réseaux) et informations de fonctionnement qui pourraient pourtant contribuer à la connaissance et à la publicisation de la ressource collective que constitue l'environnementalisme citoyen.

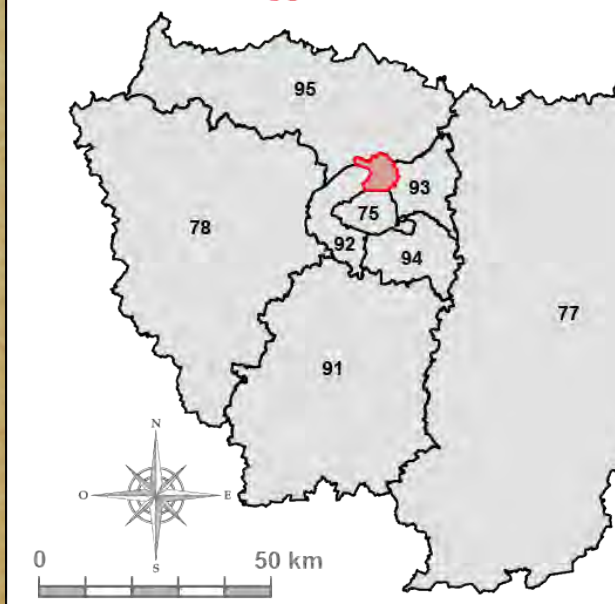
Des formes locales de gouvernance

Un prisme pour revisiter la multi-fonctionnalité de l'agriculture urbaine

L'agglomération en chiffres:

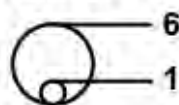
- 9 communes
- 403 833 habitants

Localisation de l'agglomération de Plaine de France

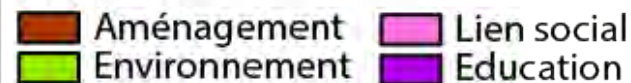


Les acteurs du groupe participatif «agriculture urbaine»

Nombre de représentants



Principal enjeu des acteurs enquêtés



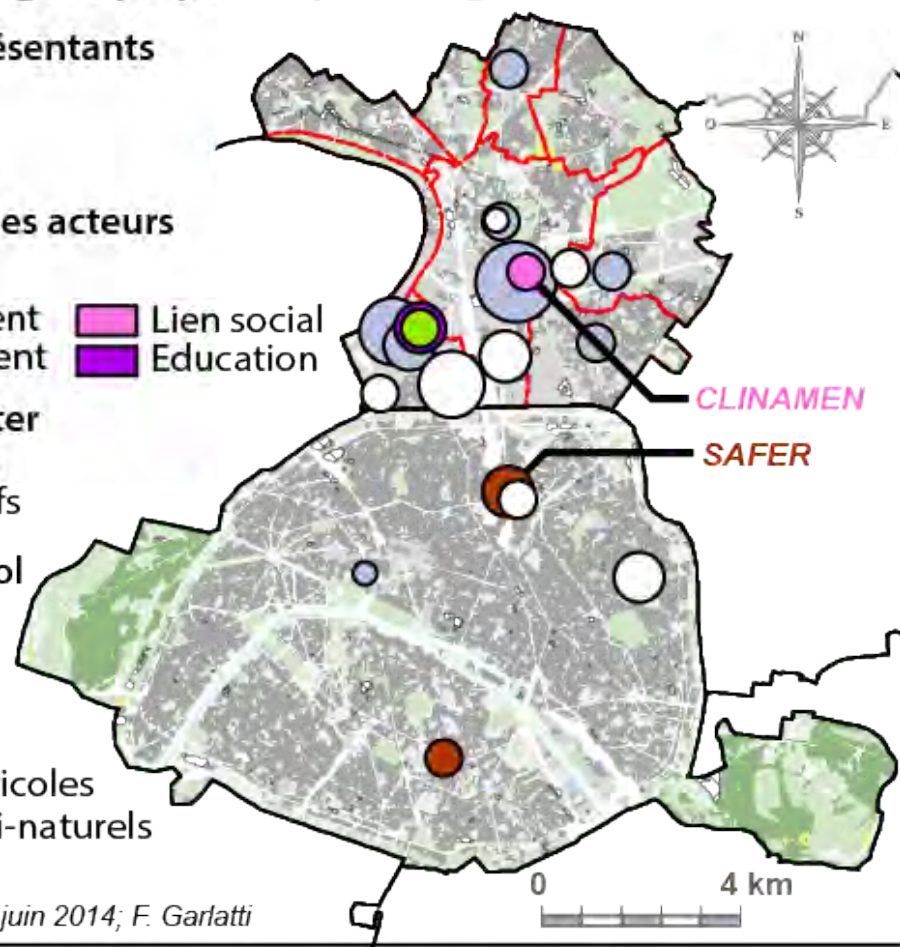
Acteurs à enquêter



Occupation du sol



Sources: enquêtes de juin 2014; F. Garlatti



Des formes locales de gouvernance

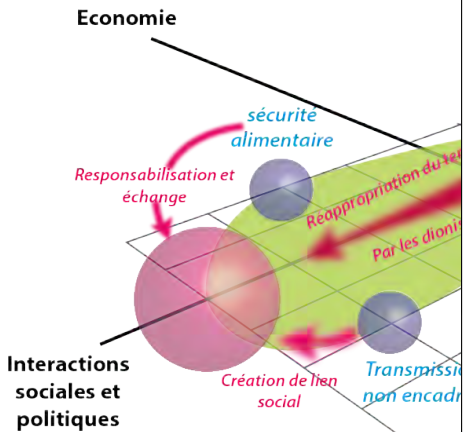
Exemples de représentations qualitatives

Clinamen

- Entretien informel
- Page web de l'association

Environnement

2 points de vue sur l'agriculture urbaine



Ed

Environnement

Interactions sociales et politiques

Education politiques

Une zone critique entre la SAFER et CLINAMEN

Santé et bien-être

© F. Garlati, 2014

Environnement

Identification des parcelles exploitables

Lutter contre la disparition de l'agriculture en IDF

Aménagement du territoire

Santé et bien-être

Education

© F. Garlati, 2014

→ Une diversité des cadrages par les acteurs, les services administratifs et les scientifiques

Innovation sociale et durabilité

- ♦ Fondé sur une définition large de la gouvernance urbaine comme coordination d'intérêts variés pour la poursuite d'un objectif collectif, notre propos vise plus précisément à évaluer par quels processus les compétences des habitants, leur capacité à agir et à proposer en lien avec le milieu (*capabilités*), sont favorisées ou non dans la production de la gouvernance urbaine.

Coproduire l'adaptation

- ♦ Il s'agit notamment d'identifier les types d'acteurs citoyens et économiques locaux qui développent des capacités et acquièrent, ce faisant, des compétences contributives au processus d'adaptation.
- ♦ Comment ces capacités, mises en œuvre par différents types d'acteurs dont les compétences acquises sont complémentaires, mais dont les initiatives demeurent isolées, peuvent interagir ou s'associer les unes avec les autres, afin de générer une capacité transformatrice des manières d'habiter, de se déplacer, de se nourrir, d'entretenir son milieu... à l'échelle de bassins de vie.

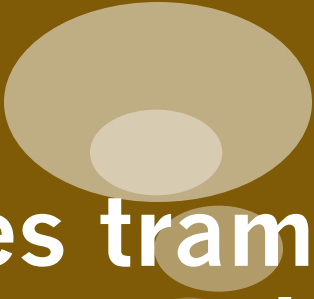
Environnementalisme civique

- ♦ Interventions directes sur le milieu associatives, collectives ou individuelles
- ♦ Transformer le milieu, embellir son environnement, l'instaurer en ressource et bien commun ou communautaire selon les contextes
- ♦ Une réappropriation directe observable dans les expériences de requalification environnementale de quartiers dégradés par les habitants, et dans la conception citoyenne de nouvelles formes d'habitat, éco-îlot ou éco-quartier, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe

En Europe

Des états de l'art contrastés en 200

- ♦ Les modalités de cet environnementalisme civique diffèrent fortement dans les 4 pays étudiés :
- ♦ d'une action largement supplétive (Russie Académie des sciences de Moscou Institut de Sociologie),
- ♦ à une action d'opposition ou interstitielle (France),
- ♦ à des alliances pouvoirs publics-habitants pour l'aménagement (Allemagne ICLEI, Pays-Bas IIUE (International Institute for the Urban Environment)).



Des trames vertes prises en charge par les habitants

- L'exemple d'Arnhem aux Pays-Bas



Arnhem, Hollande

- ♦ La mise en forme d'un quartier, via les jardins et le jardinage ou, plus globalement, en relation avec un certain paysage urbain, s'accompagne d'une volonté éthique au sens de la meilleure adéquation possible entre une vie heureuse à un endroit donné et des formes urbaines. C'est progressivement que se fabrique ce quartier et le jugement : l'agentivité propre à la mobilisation inscrit de nouveaux horizons de possibilités.
- ♦ À Arnhem, ville à l'est de la Hollande, proche de la frontière allemande, l'investissement par les habitants du quartier de l'espace public urbain a bénéficié du désinvestissement du quartier par les pouvoirs publics, puis de son récent réinvestissement. Au milieu des années 1970, les habitants décident de lutter contre la dégradation de leur espace de vie et se fondent sur la végétalisation pour le faire.

« Groengroep »

- ♦ En 1983, le « Groengroep » décide à l'initiative d'un professeur de biologie de créer un jardin écologique ; ils s'appuient sur la municipalité pour le faire. Les conflits sont nombreux et chaque jardin tend à refléter l'esthétique et les principes organisateurs de ses initiateurs. Quoiqu'il en soit de ces différences, elles ne semblent pas poser problème : les jardins, la démarche forment un tout. Le jardin écologique est terminé en 1986 et associe à des plantes endémiques à la région des constructions de fontaines et de micro-lieux très proches des « folies » du 19^{ème} siècle.
- ♦ Les artistes participent bien sûr à la construction de ce « bijou urbain » encéint dans un groupe d'immeubles ; un tel dispositif socio-spatial permet grâce au contrôle social, assuré par la totale visibilité de l'endroit, de laisser les enfants jouer par eux-mêmes. Les gens qui aujourd'hui assurent l'entretien du lieu sont au nombre de 15. Progressivement d'autres habitants s'impliquent dans l'initiative en partie résolu à lutter contre les tentatives municipales de construire les derniers espaces verts. Ces jardins qui sont créés procèdent tous d'une grande variété.

Des jardins variés

Schooltuin est à l'origine le terrain de jeux d'une école élémentaire. En 1976, l'école clôt. Les habitants suggèrent de transformer le terrain en un lieu de repos pour les adultes. Un jeu de boules est créé. Arbres, buissons et haies créent un sentiment agréable de paix.

Kruidentuin, jardin d'herbes, est créé en 1981 ; c'est un terrain de jeux pour enfants. Plus tardivement, le voisinage développe des jardins d'herbes et de fleurs tout autour.

Ecologische tuin remplace une usine de cuir. Quand la ville voudrait en 1983 créer un parking à cet endroit, les voisins protestent et, très vite, proposent et créent un jardin écologique. En 1986, le jardin est inauguré.

Watertuin (3) : ce jardin d'eau s'implante en un lieu où se trouvait autrefois les mares de Gelders Spijker. Cela inspira les habitants qui ont développé un jardin avec des grandes mares qui abritent des grenouilles, salamandres et même des hérons venus là pêcher. Le jardin ouvrit en 1993.

Emmaplantsoen (2) est situé sur une avenue créée en 1877. Là où se trouvait un parterre classique les habitants interviennent.

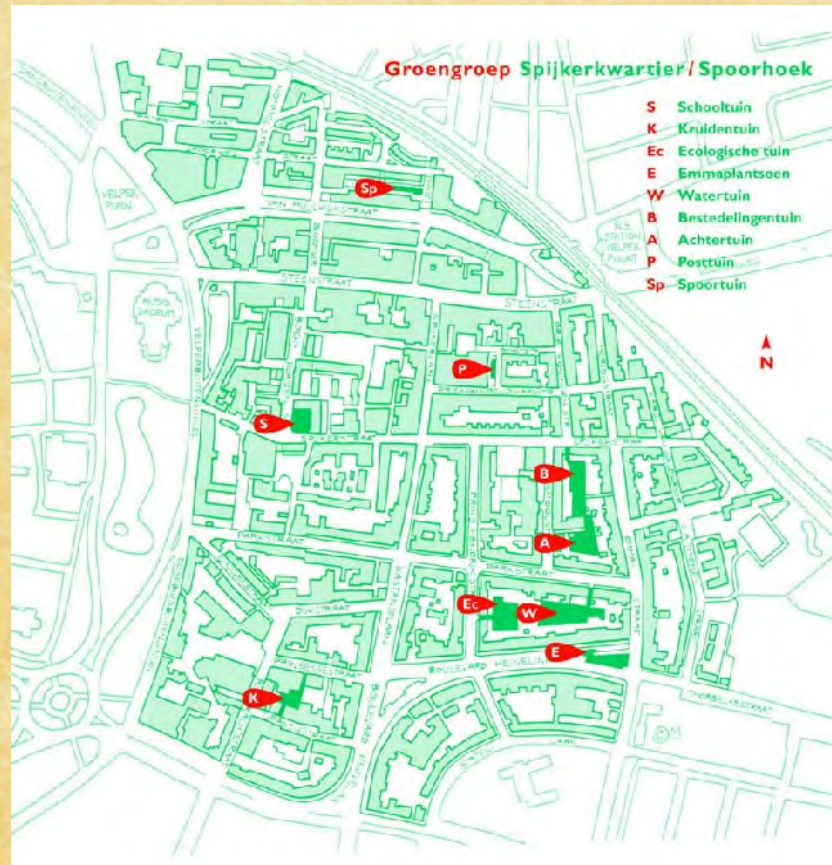
Pstuin, créé en 1996, dépend de l'eau qui coule le long des toits et se dépose en cet endroit proche d'un pont de bois.

Bestedelingentuin recouvre un ancien orphelinat détruit en 1988.

Achtertuint fut développé sur le site d'une ancienne grange à grains (d'où vient le nom de Spijker) puis d'anciens ateliers d'artisans. Dans les années 1900 il ne reste plus qu'un abri à charbon. Après sa démolition en 1985 un jardin qui se situait entre tous les immeubles se développa conformément aux désirs des habitants.

Spoortuin (1) très fleuri remplace un jardin d'enfants qui n'est plus utilisé. *Boembakkenactie* est composé d'une série de jardinières et *Straatgroen* est une rue verte.

Le quartier et ses jardins



Vues

1 2

3 4



Le vert et la requalification des espaces urbains

- ♦ Pourquoi une telle surreprésentation du vert et des jardins dans la requalification de l'espace ? La réponse est bien entendu complexe, mêle différents aspects. Le jardin représente un havre de paix dans la vie urbaine que l'on associe étroitement au Paradis ; c'est un lieu de lecture, de détente, de prières éventuellement, de jeu aussi ; ce sont des lieux où l'on se retrouve assurés d'un fonctionnement social paisible ou, à l'inverse, des lieux de refuge pour marginaux en déshérence ; c'est aussi un espace symbolique qui consacre l'alliance des habitants, assure en partie le lien social.
- ♦ Il faut aussi noter que les villes en Hollande sont désormais moins bruyantes que les campagnes elles-mêmes envahies par les infrastructures sur un territoire qui se rétrécit comme une « peau de chagrin ». Ces jardins vont à l'encontre d'une éducation abstraite à la nature, théorique puisqu'ils permettent de s'assurer que le vivant est vivant, puisqu'il croît, prolifère, se multiplie. L'investissement est incontestablement esthétique du point de vue de la justification, mais aussi en termes de spectacle proposé aux yeux des citoyens ; les jardins sont des décors discrets, enchâssés dans le tissu urbain, de scènes et situations riches, mais ce s'est aussi un investissement éthique qui correspond à l'espoir d'une vie meilleure aux différents sens du terme : collectif et individuel. La forme guide là l'action à accomplir pour réussir sa vie meilleure.

Les arbres nourriciers de Totnes

- ♦ A Totnes, dans le sud-est de l'Angleterre, dans le cadre du mouvement de la « Transition », des habitants plantent des arbres fruitiers (pommiers, noyers ...)



La Ceinture Verte de Wangari Maathai au Kenya

- ♦ *“La replantation n’est qu’une porte d’entrée au sein d’une communauté, souligne Fredrick Njau. Une fois que celles-ci sont rassemblées, on peut aborder d’autres thèmes : le Sida, les droits des femmes... On peut leur apprendre à créer des jardins partagés, à cultiver bio, etc. »*



En France



Une politique publique qui crée un partenariat avec les citoyens : les jardins partagés

En France, parmi les grandes villes, Lille, Montpellier, Nantes, Bordeaux, Paris et le Grand Lyon attribuent des parcelles du domaine public aux habitants, généralement regroupés dans des associations. ce mode de gouvernance à base de responsabilités partagées, qui formalise un partenariat entre collectivité et habitants, permet la multiplication des initiatives.

Convention et charte Main verte

- ♦ Les jardins partagés trouvent généralement leur place sur des parcelles de la Ville de Paris mais ils peuvent aussi être aménagés sur d'autres terrains (bailleurs sociaux, Réseau ferré de France, etc.).
- ♦ L'occupation d'une parcelle de la Ville respecte les termes d'une convention co-signée par l'association et la Ville de Paris. Dans ce cas, l'association adhère automatiquement à la Charte Main verte qui rappelle les règles et les bons usages des jardins partagés parisiens.
- ♦ De plus, tous les jardins partagés parisiens installés sur d'autres terrains qui désirent rejoindre le programme Main verte peuvent adhérer à la charte Main verte.
- ♦ Les habitants gestionnaires du jardin partagé s'engagent notamment à ouvrir le jardin au public et à l'entretenir suivant des méthodes respectueuses de l'environnement.

Charte Main Verte de Paris, 10 ans déjà



- ♦ Kétia Rodrigues est salariée de l'association J2P qui gère un Centre social et le Jardin des Petits Passages situé 33, rue Petit, Paris 19e.
L'association J2P existe depuis 1997, le jardin des Petits Passages a été créé en 2007. Dans les années 90, lorsqu'une décision a été prise de rénover le quartier, les habitants se sont mobilisés pour être force de proposition. A leur demande, dès le début du projet, il a été prévu de créer un jardin partagé sur une parcelle de 200 m² au bord d'une rue passante à proximité d'un futur jardin public.
- ♦ Le public du jardin partagé est constitué principalement de personnes qui fréquentent le centre social. Plus de 160 familles participent aux activités. Cependant, l'association veille à mobiliser tous les publics du quartier et recherche également l'implication des jeunes dans le projet. Par exemple, lors de la création du jardin, l'association n'a pas souhaité bénéficier d'une cabane préférant la fabriquer avec la participation des jeunes du quartier. Il en a été de même pour les bacs à compost, le mur végétal ... Les habitants sont également parties prenantes de ce projet. Une vingtaine de personnes ont la clef du jardin et sont moteurs dans la gestion de ce site. Si l'association parvient ainsi à toucher tout type de publics, il y a néanmoins certains freins à l'accueil de tous. Accueillir les établissements scolaires en classe entière (écoles, crèches...) est difficile en raison de la petite surface du jardin. L'association a quand même trouvé des débuts de solution lors de différentes expériences avec le collège et la bibliothèque du quartier, en formant des plus petits groupes.
- ♦ La réussite de ce jardin repose donc là encore dans le brassage des différents publics. Il est à noter également que ce jardin bénéficie de l'implication des salariés de l'association, ce qui a un impact positif sur la vie du jardin et ouvre la possibilité de financement pour des projets par le centre social.

La charte de fleurissement des pieds d'arbre à Paris

L'exemple de la rue Faidherbe, dans le 11^e arrondissement – Le texte de la charte, qui adopte un ton très administratif, a tendance à décourager les initiatives (nécessité de se structurer en association, de souscrire une assurance responsabilité civile ...). La densité de fréquentation des trottoirs (passage des piétons, stationnement des motos, déjections canines) est aussi un obstacle.



L'apiculture urbaine



- ♦ Les apiculteurs urbains se réunissent à Paris dans le cadre d'un groupe de travail organisé par l'élue chargée des Espaces verts, et avec la participation des services vétérinaires de la préfecture et des pompiers.
- ♦ L'objectif est de déterminer des critères d'installation des ruches en ville, de mettre au point des moyens de lutte contre le frelon asiatique (arrivé en région parisienne et qui menace les colonies d'abeilles), d'encourager le choix de plantes mellifères dans les parcs et jardins, enfin, de faciliter la formation de nouveaux apiculteurs urbains dans les ruchers-écoles.

La gestion des chats libres

- ♦ La loi du 6 janvier 1999, « loi sur les animaux dangereux et errants », dont l'article 213.6, autorise les maires - sans les obliger- à opter pour la stérilisation, le tatouage, et la remise en liberté des chats - en collaboration avec une association. Selon l'École du chat, association présente à Paris : « Le travail de terrain, lui, est dévolu aux petites associations, c'est-à-dire au bénévolat. »

A Paris un protocole de gestion des chats libres doit organiser le suivi sanitaire des chats sur les terrains municipaux en collaboration avec les services vétérinaires de la préfecture.

Éléments d'analyse

- ♦ Des mobilisations et des effets d'organisation à l'échelle métropolitaine=des effets d'aubaine localisés
- ♦ Une organisation réticulaire et non hiérarchisée
- ♦ Des formes d'investissement citoyen du territoire=un polycentrisme lié à des modes pragmatiques d'action critiqué
- ♦ Des travaux relatifs à ce type d'organisation montrent au contraire leur force et pertinence associées à des effets de localité renforcée.

Aux États-Unis

En association avec Erika Svendsen, Dana Fischer, Morgan Grove

Urban Environmental Stewardship



Liz Christy, founder of Green Guerrillas, in the Lower East Side



Mayor Bloomberg marking the halfway point in MillionTreesNYC

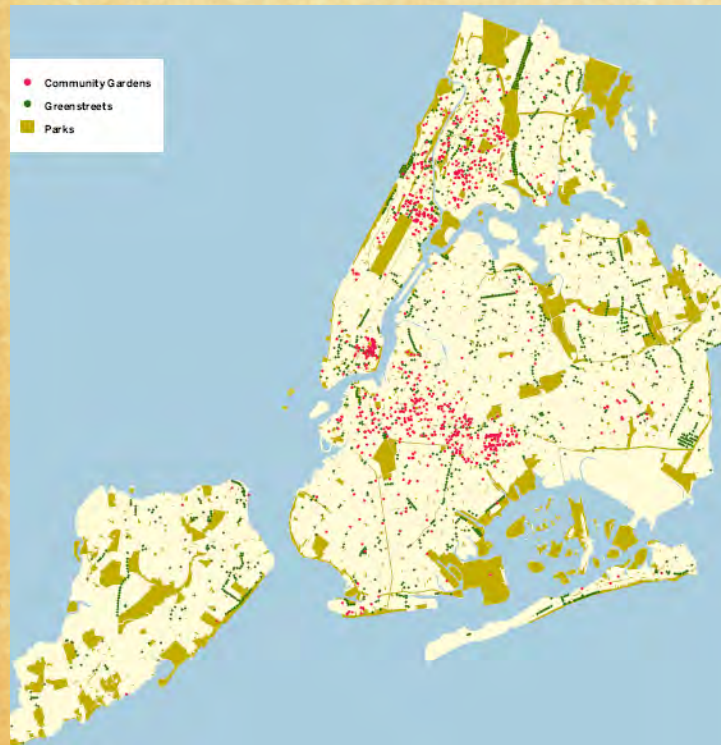


Shoreline cleanup in Queens, sponsored by private companies

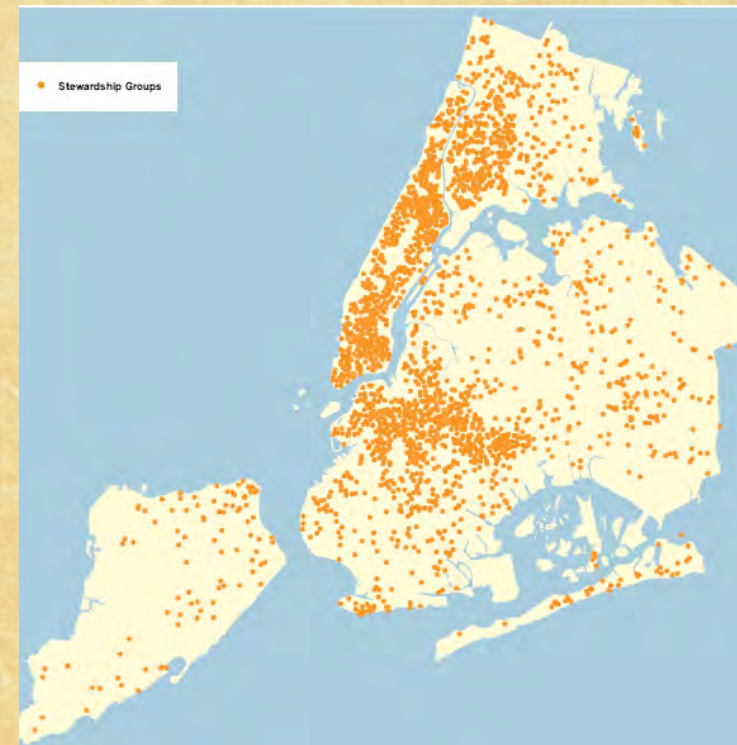
Urban environmental stewards conserve, manage, monitor, advocate for or educate the public about the local environment (Fisher et al. 2007).

Organisations de Stewardship (New-York)

Espace vert



Espace social



STEW-MAP research is being conducted in New York City, Philadelphia, Baltimore, Seattle, and Chicago.
Related projects are underway in San Juan and Los Angeles

Temporal Space: legacies, emergence and engagement

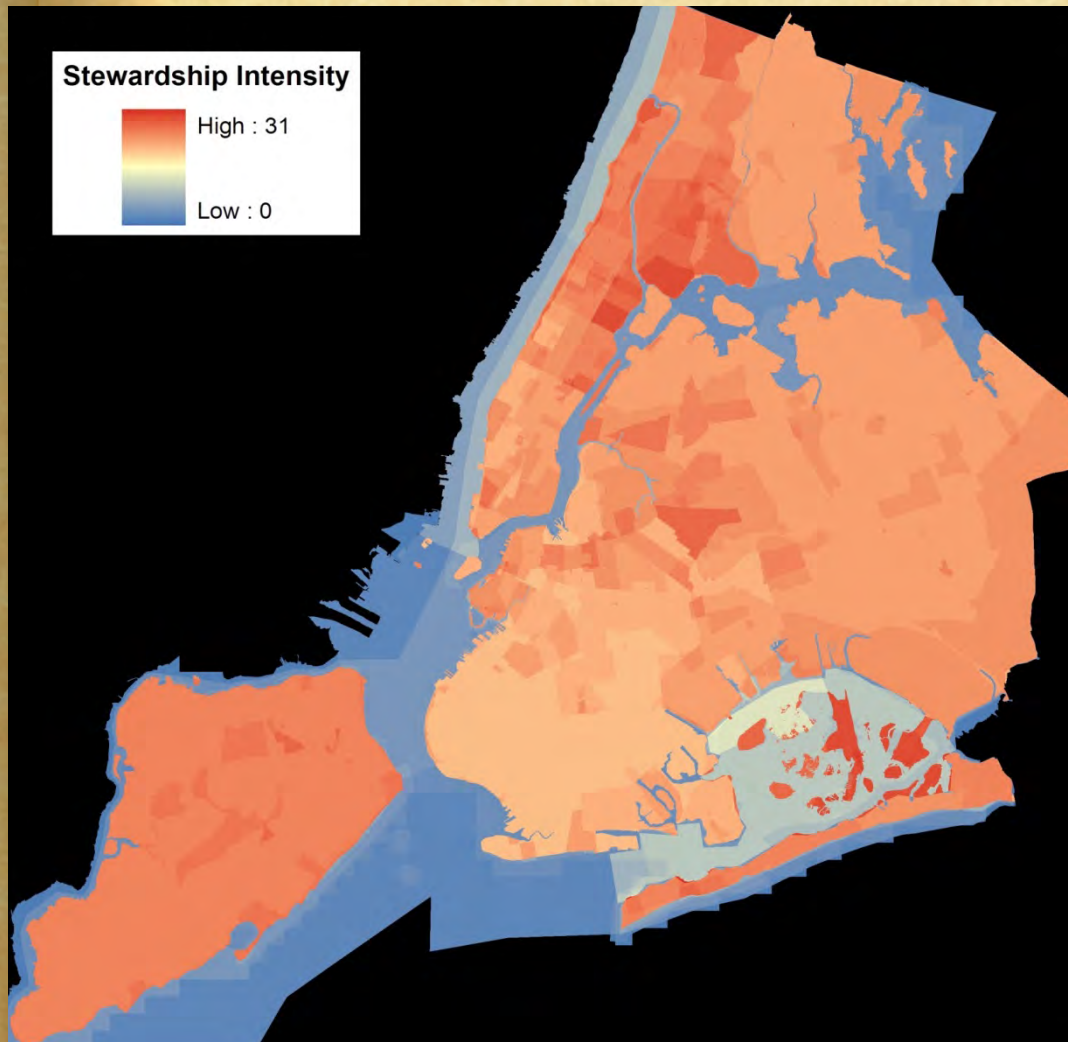


Urban stewardship as a form of governance - evolving over time:

- 19th Century Parks Movement
- Progressive Era
- Technocrats and Power Brokers
- Homeowner Associations
- Anything Goes
- It's Us vs. Them
- Coalition and Collaboration

El Batey Borincano, Bronx NY. Dimas Cepeda

Geopolitical Spheres of Influence: Stewardship Intensity



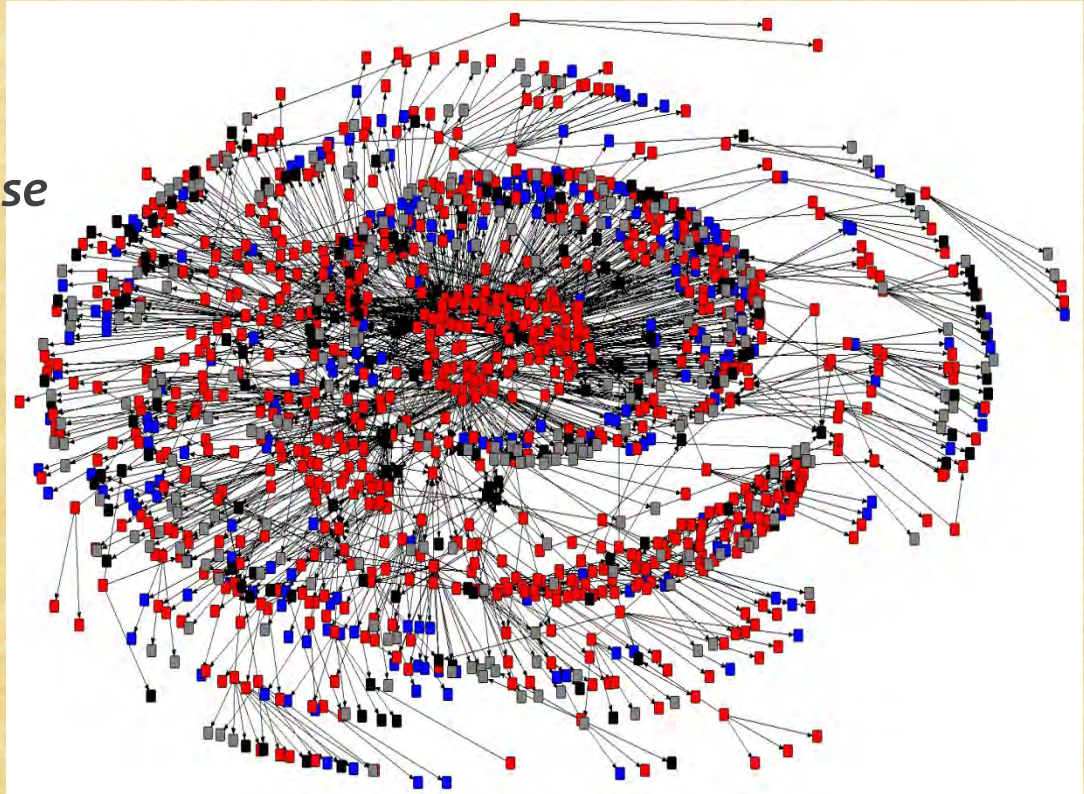
A system of stewardship

Stewardship

a patterned human response

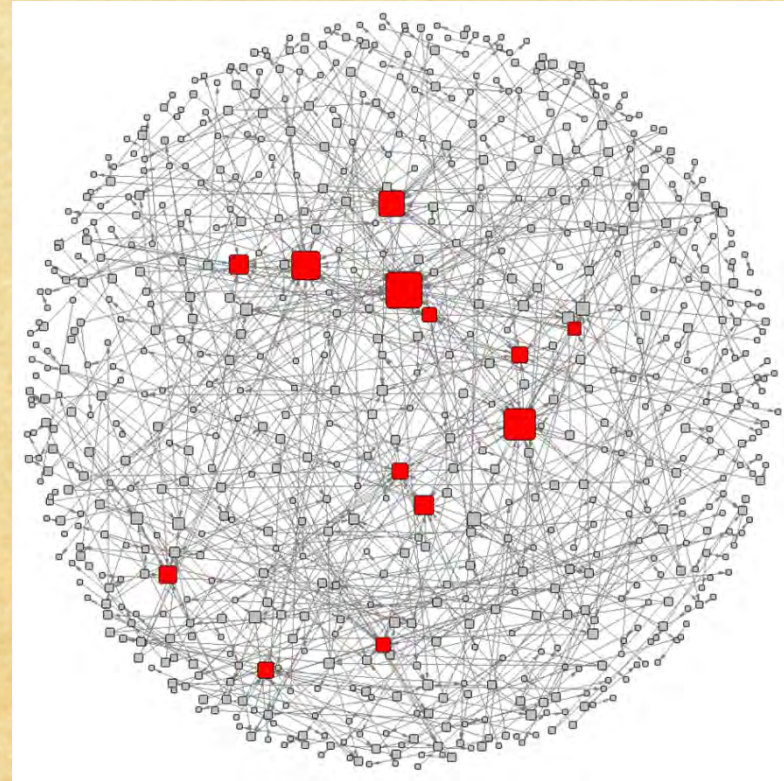
Networks & Hybridity

a social innovation



Bridge, Broker, and Bi-modal Governing: stewardship nodes in a city-wide network

- Meso-level brokerage is increasing
- These groups create links across scales and sectors
- Bi-partite role for bridge organizations
- Initial presence of heterarchic governance network



This figure identifies the groups with the most ties and the greatest “betweenness” measures in the civic stewardship network of New York City. These groups serve as bridges between many civic groups, private interests, and public sector agencies.

Governance rescaling and municipal sustainability planning



The public sector: the mayor, bureaucrats, and quantification

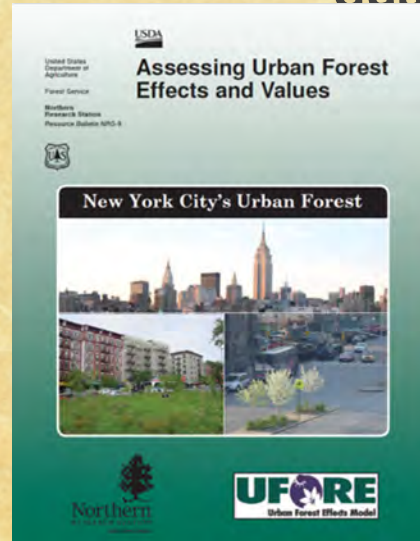
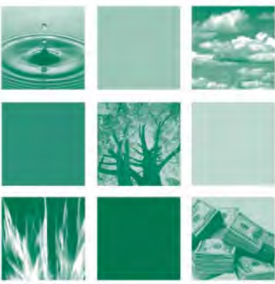
NEW YORK CITY, NEW YORK MUNICIPAL FOREST RESOURCE ANALYSIS

By:
PAUL J. PETER
E. GREGORY McPHELAN
JAMES W. STANLEY
SHELLEY L. GARDNER
KYLEE E. VANDER
CHERRY XIAO

Center for Urban Forest Research
USDA Forest Service, Pacific Southwest Research Station

Technical Report to:
ADRIAN BENEPE, COMMISSIONER
DEPARTMENT OF PARKS & RECREATION
NEW YORK CITY, NEW YORK

—April, 2007—



The New York Times
nytimes.com



Uli Seit for the New York Times

A majestic silver maple tree in front of 91-32 71st Avenue in Forest Hills, Queens.

April 18, 2007
Maybe Only God Can Make a Tree, but Only People Can Put a Price on It
By **DAVID K. RANDALL**

It seems like a Zen koan: how much is a New York City tree worth? Since New York's first park was created in 1733, the various incarnations of the modern Parks and Recreation Department have tried to quantify a resource that at best is viewed as inherently valuable, like sunshine, or at worst is chopped down.

"Trees are great for a variety of reasons, but how do you explain that to the [Office of Management and Budget](#)?" Adrian Benepe, the parks commissioner, has said.

Now, for the first time, the Parks Department can actually translate the value of the city's trees into real dollars and cents. And as expected, it's a big number.



Civil society: an elite nonprofit sets its sights



[BLOG](#) | [FACEBOOK](#) | [TWITTER](#) | [YOUTUBE](#) | [FLICKR](#) | [RSS](#)

About NYRP

NYC Parks & Gardens

Greening & Sustainability

Kids, Parents & Teachers

Calendar & Programs

Donate & Membership



Bette Midler, Founder
New York
Restoration Project

DONATE TODAY

SIGN-UP FOR NEWS

FUND AN NYC TREE

VOLUNTEER

VISIT OUR RESTAURANT

[VIEW PHOTO GALLERY](#)



VOLUNTEER TODAY!



RECOVERY

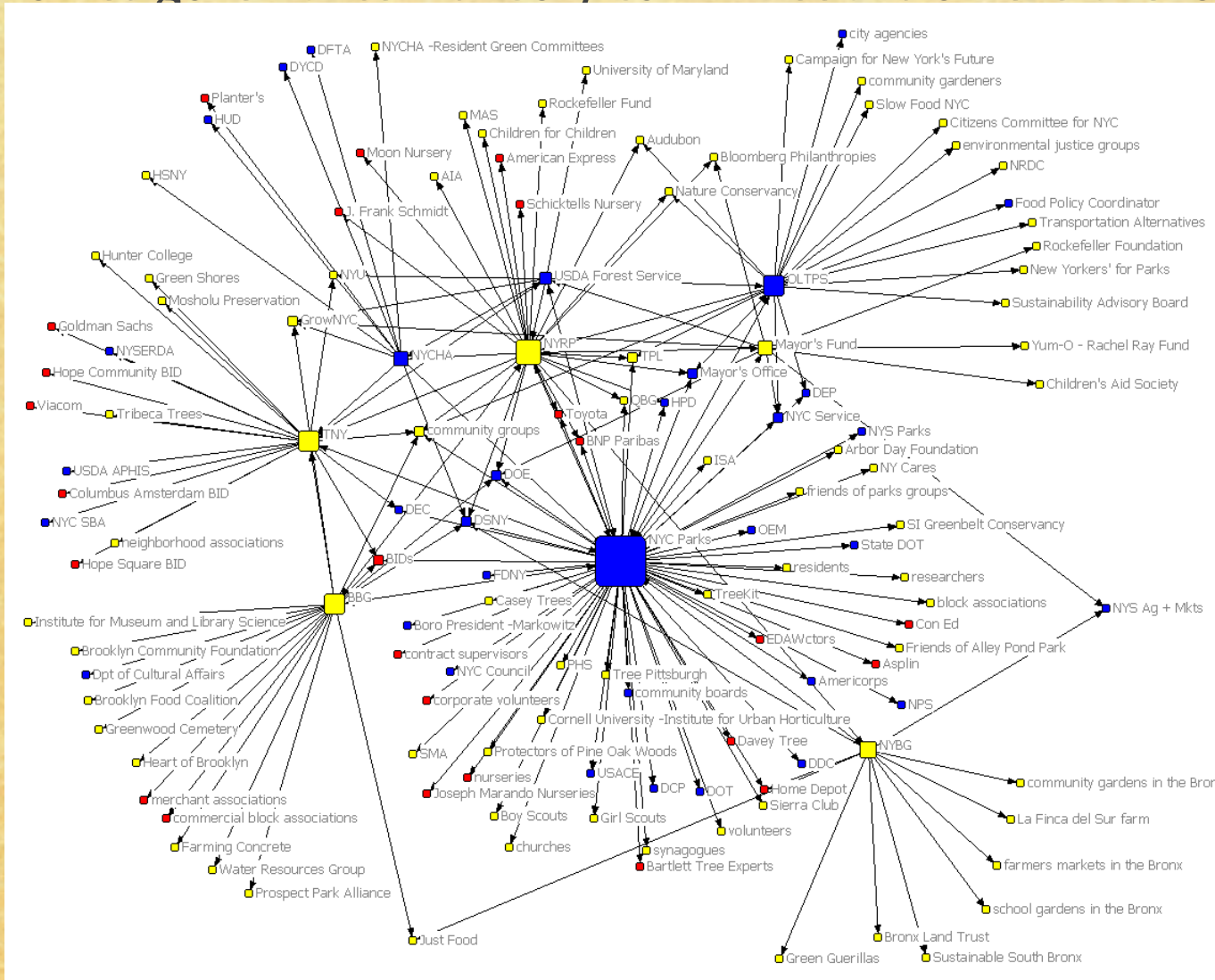


TREE GIVEAWAYS

Hybrid governance: formal public-private partnership



Networked governance: Advisory Committee and other stakeholders



Harnessing the public: outreach and stewardship



Discussion

- ◆ Clear, ongoing role of the state (in the lead)
 - ◆ Role of bureaucrats and the mayor
- ◆ Importance of civil society
 - ◆ Role of elite ties in gaining access to decision-makers
- ◆ Hybrid governance
 - ◆ Use different expertise and resources of public + private sectors
 - ◆ Working cross-jurisdictionally (space) in a long-term campaign (time)
- ◆ Networked governance
 - ◆ Crowded, complex organizational landscape
 - ◆ Gather broad expertise *and* head off critiques, competitors
- ◆ Role of the public
 - ◆ Harness labor for planting and maintenance
 - ◆ But: decision-making/agenda setting about overall campaign NOT devolved

Innovation sociale et ville durable

Gestion en bien commun ou communautaire

Limites et résistances

- ♦ Privatisation des portions de nature au détriment d'autres usagers de l'espace urbain : accès aux jardins, etc.
- ♦ Difficulté de définir l'horizon en commun : ex. Transports publics.
- ♦ Évaluation collective de la gestion en bien commun : quel dispositif ?
- ♦ La culture institutionnelle locale peut représenter un frein à cette approche : certains pays se sont entièrement construits à partir de systèmes hiérarchisés et centralisés – d'autres en érigeant en dogme « la main invisible » des décisions individuelles qui concourent à l'expression de bien collectif
- ♦ Comment définir l'échelle de la « communauté » dans des pays construits sur une approche universaliste de l'organisation de la société ?

Limites et résistances

- ♦ Question d'échelle – comment la micro-échelle des communautés d'usagers s'emboîte-t-elle avec les autres échelles (région-Etat- niveau supra-national – marché mondialisé ?) : question des « bandits vagabonds » (« roving bandits »).
- ♦ Dépolitisation de la question de la Nature (approche « gagnant-gagnant ») : exemple du Grenelle de l'environnement.
- ♦ Privatisation à moindre coût de tâches jusque-là effectuées par les pouvoirs publics.

Perspectives

- ♦ Reconstruire la résilience locale grâce à des politiques d'adaptation co-produites
 - ♦ l'identification, l'activation et la mise en synergie des capacités locales, afin d'assurer simultanément l'habitabilité du milieu, le bien-vivre ensemble, la capacité d'initiative locale et la capacité à faire face à l'altérité.
- ♦ Comment aider les politiques locales d'adaptation au changement climatique à monter en puissance par une co-production privée-publique s'appuyant sur des ressorts collectifs et individuels de l'adaptation et la mise en synergie de ressources citoyennes et économiques locales ?
- ♦ Exemplifier les « capacités » en jeu à deux niveaux de la résilience locale : la résilience territoriale, d'une part, le territoire étant entendu comme milieu socio-naturel support des activités humaines, et la résilience communautaire, d'autre part, au sens d'une communauté d'acteurs partageant un même territoire, et donc un même destin, forgé à l'aune de leur décisions co-construit

Perspectives

- ♦ Identifier de quelle manière les individus et les collectifs s'appuient sur des éléments de leur environnement naturel et construit et développent des compétences pour faire face aux évolutions (en cours et à venir) de leur environnement lato sensu.
- ♦ Comment l'action publique peut "mettre en culture" ces compétences et fabriques de capacités habitantes et peut élargir sa portée en s'appuyant sur ces expérimentations associatives pouvant donner lieu à de l'entreprenariat social et plus largement à de nouvelles initiatives économiques (circuits courts, économie collaborative) permettant de co-produire des politiques locales d'adaptation au changement environnemental et de monter en compétence, collectivement, sur cette question.

Références bibliographiques

Bibliographie

- Agyeman, J. and Angus, B., 2003. The role of civic environmentalism in the pursuit of sustainable communities. *Journal of Environmental Planning and Management*, 46 (3), 345–364
- Andrews, K.T. and Edwards, B., 2005. The organizational structure of local environmentalism. *Mobilization*, 10 (2), 213–234.
- Blanc, N., Emelianoff, C. (coord.), 2008. *L'investissement habitant des lieux et milieux de vie : une condition du renouvellement urbain ? Programme exploratoire de recherche prospective européenne*. Etude prospective. France, Etats-Unis, Russie, Pays-Bas, Allemagne, rapport final.
- Bacqué, M.-H., Gauthier, M., 2011. "Participation, urbanisme et études urbaines" Quatre décennies de débats et d'expériences depuis "A ladder of citizen participation" de S.R. Arnstein, De Boeck Univ. *Participations*, 2011/1, 36-66.
- Baudry, S., 2012. Reclaiming urban space as resistance : the infrapolitics of gardening, *Revue Française d'Études Américaines*, n°131, 33-49.
- Barbier, R. et Larrue, C., 2011. Démocratie environnementale et territoires : un bilan d'étape. *Participations*, 1, 67-104.
- Brulle, R.J., 2000. *Agency, democracy, and nature: the U.S. environmental movement from a critical theory perspective*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Brulle, R.J., Hall Turner, L., Carmichael, J., and Jenkins, J.C., 2007. Measuring social movement organization populations: a comprehensive census of US environmental movement organizations. *Mobilization*, 12 (3), 255–270.
- Campbell, L.K., 2006. *Civil society strategies on urban waterways: stewardship, contention, and coalition building*. Master of City Planning Thesis. Department of Urban Studies and Planning, Massachusetts Institute of Technology.
- Campbell, L.K. In Press. "Constructing New York City's urban forest: The politics and governance of the MillionTreesNYC campaign." in *Urban Forests, Trees, and Green Space: A Political Ecology*. L. Anders Sandberg, Adrina Bardekjian, and Sadia Butt, Eds. Routledge Press.
- Campbell, L.K. (2013). *City of Forests, City of Farms: Constructing Nature in New York City*. Rutgers University. Doctoral Dissertation.
- Carmin, J., 1999. Voluntary associations, professional organizations, and the environmental movement in the United States. *Environmental Politics*, 8 (1), 101–121.
- Clergeau, P., Blanc, N. (coord.), 2013. *Trames vertes urbaines. De la recherche scientifique au projet urbain*. Paris, Ed. du Moniteur.
- Connolly, J. J., Svendsen, E. S., Fisher, D. R., & Campbell, L. K. (2012). Organizing urban ecosystem services through environmental stewardship governance in New York City. *Landscape and Urban Planning*, 1–9.
- Deelstra, T., Yanitsky, O. (dir.), 1991. *Cities of Europe : the public's role in shaping the urban environment*. Moscow, Mezhdunarodnye otnoshenia pub.
- Fisher, D.R., Campbell, L.K., and Svendsen, E.S., 2007. Towards a framework for mapping urban environmental stewardship. Presentation at the meeting of the *International Symposium on Society and Resource Management (ISSRM)*, 18 June, Park City, Utah.
- Fisher, Dana R., Erika S. Svendsen, and James J.T. Connolly. Under Contract. *Urban Environmental Stewardship and Civic Engagement: How Planting Trees Strengthens the Roots of Democracy*. Routledge Press.
- Fisher, Dana R. and Erika S. Svendsen. (2013). "Hybrid Arrangements within the Environmental State." *Routledge International Handbook of Social and Environmental Change*. Lockie, Sonnenfeld and Fisher (eds). Routledge Press. 179-189.
- Fisher, D. R., Connolly, J. J., Svendsen, E. S., Campbell, L. K. (2010). "Who Volunteers to Steward the Urban Forest in New York City? An analysis of participants in MillionTreesNYC planting events." *Environmental Stewardship Project White Paper #1*. 33 p.

Bibliographie

- Fisher, D. R., Campbell, L. K., & Svendsen, E. S. (2012). The organisational structure of urban environmental stewardship. *Environmental Politics*, 37-41.
- Fisher, D. R., Connolly, J. J., Svendsen, E. S., Campbell, L. K. (2011). "DIGGING TOGETHER: Why people volunteer to help plant one million trees in New York City." Environmental Stewardship Project at the Center for Society and Environment of the University of Maryland White Paper #1. 36 p.
- Fisher, D.R., Campbell, L.K., Svendsen, E.S., 2012. The organisational structure of urban environmental stewardship, *Environmental Politics*, 21:1, 26-48.
- Glatron S., Gresillon, E., Blanc, N., 2012, Les trames vertes pour les citoyens : une appropriation contrastée à Marseille, Paris, Strasbourg, *Développement durable et territoire*, (3) 12, <http://developpementdurable.revues.org/9297>, 15 p.
- Henry, N., Fekete, J.-D., 2006. MatrixExplorer: a Dual-Representation System to Explore Social Networks. *IEEE Transactions on Visualization and Computer Graphics*, 2006, 12 (5), 677-684.
- Ion J., Franguiadakis S., Viot P., 2005. *Militer aujourd'hui*, Autrement, Paris.
- John, D., 2004. Civic environmentalism. In: R.F. Durant, R. O'Leary and D.J. Fiorino, eds. *Environmental governance reconsidered: challenges, choices and opportunities*. Cambridge, MA: MIT Press, 219-254
- Klein, T., Guéniat, F., Pastur, L., Vernier, F., Isenberg T., 2012. A Design Study of Direct-Touch Interaction for Exploratory 3D Scientific Visualization. *Computer Graphics Forum* 31 (3), 1225-1234.
- Lichterman, P., 1996. *The search for political community: American activists reinventing commitment*. New York: Cambridge University Press.
- Perin, C., Vernier, F., Fekete. J.D., 2013. Interactive Horizon Graphs: Improving the Compact Visualization of Multiple Time Series. In: *Proceedings of the Annual Conference on Human Factors in Computing Systems*.
- Thévenot, L., 2006. *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*. La Découverte, Paris.
- Svendsen, E.S., 2010. *Civic environmental stewardship as a form of governance in New York City*. Columbia University, PhD Dissertation, Department of Urban Planning.
- Svendsen, E.S. and Campbell, L.K., 2008. Urban ecological stewardship: understanding the structure, function, and network of community-based urban land management. *Cities and the Environment*, 1 (1), 1-31.
- Svendsen, E. S., & Campbell, L. K. (2008). Urban Ecological Stewardship: Understanding the Structure, Function and Network of Community-based Urban Land Management. *Cities and the Environment (CATE)*, 1. (1), 1-32.
- Svendsen, E. S. (2013). Storyline and Design: How Civic Stewardship Shapes Urban Design in New York City. In S. T. A. Pickett, M. L. Cadenasso, & B. McGrath (Eds.), *Resilience in Ecology and Urban Design: Linking Theory and Practice for Sustainable Cities*. (Vol. 3, pp. 269-287). Dordrecht: Springer Netherlands.